

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/127
13 septembre 2003

(03-4905)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

BELIZE

Déclaration de S.E. M. Eamon Courtenay
Ministre de l'investissement et du commerce extérieur

1. Je vous remercie, M. le Président, ainsi que le gouvernement du Mexique, d'accueillir cette cinquième Conférence ministérielle et pour l'excellence de l'organisation et de l'hospitalité. En tant que voisin, je suis particulièrement heureux d'être là. Je suis venu à Cancún par la route, ce qui montre combien nous sommes proches, géographiquement et fraternellement.
2. J'en passe directement à cette cinquième Conférence ministérielle qui nous réunit ici. Le monde en développement débute cette réunion en comprenant plus clairement que jamais il ne l'a fait que, si les pays industrialisés arrivaient à leurs fins à Cancún, les conséquences en seraient désastreuses pour nos peuples. Il n'est donc pas surprenant que nous débutions aussi avec une unité sans précédent des pays en développement en résistance contre un tel résultat: une solidarité organisée avec clarté et compétence technique comme jamais auparavant.
3. J'avancerai ci-après deux arguments:
 1. premièrement, pour ce qui est de la procédure, la solidarité des pauvres est la clé du succès à Cancún;
 2. deuxièmement, sur le fond, pour le monde dans son ensemble, mieux vaut à Cancún n'arriver à aucun résultat qu'arriver à un mauvais résultat.
4. S'agissant de l'unité, des tentatives seront faites – cela a déjà commencé – en vue de nous diviser. Nous devons résister à toutes les flatteries et à toutes les menaces – carottes ou bâtons – quelles qu'elles soient, et insister sur le respect de nos intérêts fondamentaux. Ensemble, nous ne pouvons être dominés.
5. Lorsqu'il nous est demandé de faire des compromis pour le "succès à Cancún", nous devons nous poser la question: "Le succès pour qui"? Le consensus pour le consensus, ce n'est pas le "succès". Un mauvais accord à Cancún sera une catastrophe pour des milliards d'êtres humains dans le monde entier – ainsi que pour les générations à venir.
6. Pourtant, rien encore n'indique qu'un bon accord sera conclu à Cancún. Nous savons que le texte ministériel de base élaboré à Genève va à l'encontre des intérêts des pays en développement, en particulier dans les domaines de l'agriculture, des droits applicables aux produits industriels et des questions de Singapour. Nous savons qu'il est tout à fait insuffisant dans le domaine des questions liées à la mise en œuvre et du traitement spécial et différencié. Nous le savons aux Caraïbes, dans les pays ACP et au sein du Groupe des 77; le Groupe africain le sait; les PMA le savent; le Brésil, la Chine, l'Inde et le reste du Groupe des 21 le savent également. Et tant d'autres aussi.

7. Dans un commentaire sur Cancún publié au début de cette semaine, le Prix Nobel Joseph Stiglitz a souligné ce qui a toujours été fondamental pour les pays en développement, à savoir que la Conférence ministérielle de Cancún était essentiellement l'occasion de faire le point – pour évaluer où nous en étions arrivés depuis Doha, où l'on tentait de nous faire aller, où nous ne devrions pas aller. Il a raison, l'heure du bilan a sonné.

8. Parce qu'ils insistent sur la nécessité de faire le point et de ne pas procéder aveuglément en fonction des priorités des pays riches et d'une feuille de route essentiellement élaborée à Washington et à Bruxelles, les pays pauvres ont été accusés d'être des "trouble-fête". Je suis pour ma part tout à fait prêt à troubler la fête, si c'est là que se joue l'avenir du Belize et du monde en développement.

9. Mais un vrai succès est encore possible. Nous pouvons réussir si notre texte final inclut des dispositions appropriées en faveur des petites économies, si nous nous réengageons en faveur du traitement spécial et différencié pour les pays en développement; nous pouvons réussir si le texte prévoit le maintien des préférences durant un laps de temps approprié et si nous prévoyons l'assistance technique et le renforcement des capacités pour les pays en développement. Il n'existe pas de consensus sur le lancement des négociations sur les questions de Singapour – le Belize n'est pas prêt à accepter que ces négociations démarrent. Avant tout, nous devons rester fidèles au Programme de Doha pour le développement.

10. Alors que les délégués regardent, depuis leurs hôtels grandioses, la mer turquoise des Caraïbes, je les invite à réfléchir au fait que ce qu'ont légué les conflits et le colonialisme européens dans ces eaux et sur ces rivages, ce sont des économies qui sont toutes de taille restreinte et sous-développées. Le Belize compte environ 250 000 habitants – et sa superficie est à peu près cinq fois celle de certains des États insulaires des Caraïbes. Dans ce contexte, nous comprenons la valeur d'un régime mondial de règles et de disciplines pour le commerce. La primauté du droit est toujours préférable, pour les petits et pour les faibles, à l'emprise effrénée du pouvoir.

11. Mais ce n'est pas ce que l'OMC nous a appris. Pour ceux qui se posent la question, que la saga sordide des bananes apporte la réponse. Le pouvoir garde son emprise. Nous savons de quoi nous parlons.

12. Il en va de même des gens ordinaires, de par le monde, qui protestent contre nos délibérations. Ils servent une cause respectable. Nous nous sommes remémorés les terribles pertes de New York et de Stockholm. Qu'il ne soit pas dit que, de ce podium, personne n'a relevé avec tristesse la mort tragique dans les rues de Cancún d'un agriculteur coréen, qui plaidait la cause des pauvres. Mon pays tient à le souligner.

13. Je dois dire en toute franchise que pour le Belize, un mauvais accord à Cancún pourrait hypothéquer notre développement durant des générations, nous condamner à la pauvreté à perpétuité, détruire notre démocratie pleine de vitalité, nous laisser en héritage le chaos social. Je n'ai nul besoin de vous dire que le Belize ne serait pas partie à un tel accord.

14. Si cela représente un résultat minime pour cette réunion, il en serait ainsi parce que la justice et le progrès des pauvres de ce monde seraient passés avant l'ambition et l'avarice des riches de ce monde. Cette seule affirmation ferait de Cancún un réel succès.
